



Audience intersyndicale Jour de grève 23 septembre 2021 DSDEN

10h

Présents :

Pour la FNEC FP-FO : Nicolas GUYARD

Pour la FSU : Nicolas FAYEMENDY

Pour la CGT Educ'action : Serge LESCAMELA

Pour la DSDEN : Dasen Bruno Brevet, SG Nathalie Nguyen, Dir Cab Estelle Duvault

FSU

On demande un plan d'urgence dans l'EN. La suite de la crise sanitaire est très décevante. On avait fait des propositions et le ministère a répondu par l'opposé. 1883 postes en moins. Et 2 HSA imposées !

FO

Conditions de travail

Lors de notre dernière audience le 24 juin, Mme Benquet vous a rappelé que la Fneec Fp-FO tient à ce que les futurs enseignants aient un statut qui les protège, et on est contre l'appariement entre M2 et concours. Merci d'avoir aidé à exaucer cette revendication. En revanche nous craignons que le remède soit pire que le mal. En effet, s'il faudra être dépositaire d'un Master 2 pour prétendre passer le concours et devenir stagiaire, ce n'est certainement pas - comme l'a prétendu le ministère lors du CTM du 22 juillet - pour que l'étudiant de M2 ne soit pas diverti de sa mission première : obtenir le master MEEF. Car dans ce cas, le rectorat de Bordeaux n'aurait pas inventé un Diplôme Universitaire de 3 UV pour 122 h à passer lors de l'année de stage.

En somme, on ne veut pas perturber les conditions de travail de l'étudiant par un stage, mais on veut bien pourrir les conditions de travail du stagiaire par des études. Simultanément, on allonge la carrière du futur enseignant d'une année, qui doit maintenant avoir un pré-doctorat pour gagner 1,2 smic. Simultanément encore, le ministère invente le « statut » de l'étudiant-alternant, en M2 justement, qui pourra pour un tiers de service de certifié, faire du remplacement, mais plus pour le salaire du stagiaire - qu'il n'est pas - mais pour 664 € par mois. L'indécence même !

Lors d'une audience au rectorat le 20 septembre, il y a 3 jours, nous avons souligné auprès de messieurs Rambaud et Le Gall la souffrance des personnels et les conséquences désastreuses de réformes idéologiques sur les conditions de travail. Le SG n'a semblé qu'à moitié convaincu (et ce parce que nous sommes optimistes). Pourtant, par les classes surchargées et l'explosion du nombre

de classes par la contrainte des 11 % d'HSA, le travail est devenu très difficile. 9 classes ici pour une professeur d'espagnol proche de la retraite, 7 classes là pour un jeune collègue de philo,... du début à la fin du métier, les conditions deviennent infernales.

Messieurs les DRRH et SG du rectorat seront peut-être intéressés, alors, par la grande enquête sur internet auprès des agents des services publics sur le sens et la perte de sens dans leur travail qu'a menée le collectif *Nos services publics* du 30 avril au 31 août 2021. Plus de 4 500 réponses ont été recueillies, provenant de personnes de tous âges, tous statuts et tous secteurs d'activité. 80 % des répondants se disent touchés par un sentiment d'absurdité.

Le secteur de l'éducation nationale, dont le panel regroupe majoritairement des enseignants - mais non exclusivement - est particulièrement marqué par la perte de sens. 65 % des répondants citent l'attrait d'un métier particulier comme un motif pour rejoindre le service public, soit 21 points de plus que chez les répondants hors éducation nationale.

Plus d'un répondant sur deux de ce secteur dit rester car il rencontre des difficultés à changer de métier (52 % versus 31 % sur la totalité des répondants hors éducation nationale).

Les problèmes rencontrés sont tous plus fréquemment cités au sein de l'éducation nationale qu'ailleurs - ils sont en moyenne 30 % plus cités dans l'éducation nationale qu'hors éducation nationale -, et moins de 1 % des agents de l'éducation nationale répondants disent ne pas rencontrer de problème (contre 3 % parmi la population totale). La fréquence de la perte de sens est également plus élevée au sein de l'éducation nationale : 43 % déclarent être confrontés "très fréquemment" à un sentiment d'absurdité, contre 27 % parmi le total des personnes interrogées hors éducation nationale.

Cela se confirme par le taux de démissions qui explosent comme le rappelait l'enquête des *Échos* publiée le 2 septembre : sur l'année scolaire 2008-2009, on recensait 364 démissions contre... 1.417 en 2017-2018, sur un total de 879.722 profs alors en poste. La tendance est encore plus marquée chez les profs stagiaires passant de 144 en 2008-2009 à 703 neuf ans plus tard. Nous n'avons pas les chiffres depuis 2018 mais nul doute que cela s'est aggravé (le MEN n'ayant pas répondu sur ce point au journal).

Conditions aggravées aussi depuis la naissance des PIAL pour les AESH, conditions impossibles par manque d'AESH et non respect des heures d'accompagnement dévolues aux élèves en situation de handicap. A noter que l'académie d'Aix-Marseille a été condamnée le 3 juin dernier par le TA pour ce non respect. Nous comptons que cela fasse jurisprudence. Conditions difficiles encore comme vous le rappelaient l'année dernière les collectifs d'AED en grève, et conditions aggravantes en perspective avec la tentative de mettre en place, après la destruction du baccalauréat national l'année dernière, des « Plan Locaux d'Évaluation », véritables usines à gaz pour mettre les enseignants sous contrôle continu.

FO et les autres OS ici présentes tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme. Les conditions de travail des salariés de l'Éducation nationale atteignent la maltraitance. Nous demandons au ministère de donner les moyens de nos missions, qui sont d'instruire et d'éduquer, d'émanciper et non d'évaluer à tous crins pour faire entrer les « apprenants » dans les algorithmes sciemment opaques de Parcoursup. Nous demandons au Ministère de faire machine arrière avant de devoir comparaître pour « harcèlement moral collectif », comme ce fut le cas dans les procès des ex-dirigeants de France Télécom.

CGT

Oui beaucoup quittent l'EN par manque de moyens pour remplir leurs missions. Ajoutez à ça la fin des CAPA, la loi Rilhac pour le 1^{er} degré. C'est une approche idéologique libérale du service public

qui ne peut aboutir à l'émancipation des élèves. On ne peut demander aux collègues de faire l'impossible.

FSU

Oui la loi TFP dans son article 15 prévoit la CDIisation du métier. Mais un service public suppose un statut de fonctionnaires. Sur le quinquennat Macron c'est 60 000 élèves de plus pour 5000 profs en moins. Un élève en plus toutes les 35 minutes. Un enseignant en moins toutes les 4 heures. Il faut augmenter les quotités des AESH. Il faut 24 élèves en classes de CLG (en SVT c'est 13 classes pour un prof de SVT).

CGT

Il faut le dégel du point d'indice et 400 € de plus sur tous les salaires. L'EN est le premier employeur précaire de France (30 % de précaires).

FO

Nous vous rappelons que le Projet Académique et la fiche 10 sur la qualité de vie sont carrément hors sol. Les agents administratifs du Rectorat ne s'y trompent pas, qui sont sous de plus en plus de pressions et viennent enfin à nos heures d'info syndicale.

FSU

Un sondage sur Duruy fait sur 7 Terminales : seuls 13 % des élèves satisfaits de Parcoursup. C'est l'enseignement supérieur qui va venir dicter les spécialités dont les bouquets actuels ne sont pas reconnus par certaines FAC ! Et ce ne sont pas les Plan Locaux d'Évaluation qui vont arranger les choses.

Dasen

A Soustons hier pour « la journée du sport » pour l'UNSS, j'ai pu constater que les professeurs d'EPS n'étaient pas tellement en souffrance...

Nos priorités :

- les AESH. Nous avons eu 8 % d'augmentation de dotations pour 200 élèves supplémentaires en situation de handicap. Sur le terrain ce n'est pas encore satisfaisant. Nous avons d'ores et déjà placé 26 ETP dans les PIAL, puis 18 ETP supplémentaires, donc pour un total très au-delà des 31 ETP initiaux. Il y a 1050 AESH dans les Landes. On a eu 24 places de plus en COSAD à la rentrée. Sociétalement, je ne sais pas où on va avec la multiplication des reconnaissances de handicap ?

Mme Nguyen (SG) : il n'y a pas de problème pour la gestion des avenants, notre service est très réactif, c'est fait dans la journée.

Dasen

- Concernant les PEL : il y a un réel intérêt dans la communication vers les parents d'élèves. Y compris dans la protection des enseignants, y compris pour décrier les élèves. Puis c'est un premier jet et l'objectif est de trouver des invariants pour une réassurance. On ne peut imposer une photocopie commune à tous, il faut que chaque EPLE s'adapte au plus proche de sa situation.

FO/FSU/CGT : !!!??